



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Centrale-de-Golfec-de-citoyens-vigilants-a>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Centrale de Golfech : de citoyens vigilants à experts nucléaires**

26 mars 2018

Centrale de Golfech : de citoyens vigilants à experts nucléaires

par Paul Pontacq.

La folle et secrète histoire de la vente d'Alstom à General Electric

Pour le président de la commission parlementaire, qui a enquêté pendant six mois, Macron était à la manœuvre depuis 2012.

LA VENTE, en 2014, de la branche énergie d'Alstom à General Electric (GE) a été organisée par Bouygues et la banque Rothschild à l'insu du pouvoir politique, mais pas d'Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Elysée et... ancien de Rothschild. C'est, en substance, le résumé de l'avis-propos émis du rapport de la commission d'enquête parlementaire rédigé par son président, le député (LR) Olivier Marleix.

Ce groupe de 30 députés, dont le rapport vient d'être mis en ligne, a été constitué en octobre 2017 afin de tirer au clair les conditions de la cession du géant français de l'énergie à GE pour 12,7 milliards d'euros. « La préoccupation, centrale à cet égard, était de savoir si les intérêts des actionnaires (dont Bouygues, à hauteur de 28 %) de l'industrie industrielle de l'énergie ont été examinés en silence. L'intérêt stratégique de la France, peu du tout », a expliqué Marleix au « Canard ».

Résultat : près de la moitié du produit de la vente a été reversé (tout de suite ou dans les mois suivants) aux actionnaires,

dont 1,6 milliard au seul Bouygues. Celui-ci a ainsi compensé – et plus encore – les pertes enregistrées depuis son entrée chez Alstom, en 2006. Les banquiers Rothschild et Bank of America, eux, ont empoché un quart de milliard de rémunération.

À l'arrivée, le paysage décrit par Marleix évoque un désastre industriel : la fabrication de chaudières nucléaires est aujourd'hui américaine. Quant à l'autre branche d'Alstom, le transport, censée devenir l'Airbus du rail – par une fusion entre égaux avec Siemens, elle va purement et simplement être absorbée par le groupe allemand.

Les travaux de la commission, vus par Marleix, permettent de reconstituer la chronologie cachée de cette brillante opération.

● **Été 2012.** À peine arrivé à l'Elysée comme secrétaire général adjoint, Emmanuel Macron est averti du souhait de Bouygues de sortir aux meilleures conditions d'Alstom, où il a déjà perdu 1,4 milliard. Alors qu'il avait acheté ses actions



sa participation au capital d'Alstom.

à 49 euros, elles n'en valent plus que la moitié. Martin Bouygues, « collé » chez Alstom, va-t-il être contraint de vendre Bouygues Télécom, son enfant chéri, mis à mal par Free ?

Macron est sensible à cette détresse et aux arguments développés par Rothschild, qui est non seulement son ancien employeur, mais aussi la banque de Bouygues (depuis vingt et un ans) et d'Alstom (depuis quatorze ans). Tout ce petit monde a déjà un plan : céder Alstom Énergie à GE. Bouygues vendra ainsi au mieux ses actions du groupe français lors de son passage sous pavillon US.

● **23 octobre 2012.** Prudent, Macron veut vérifier que la solution tient la route. Au cabinet (américain) AT Kearney, il demande un rapport. Explication de la lettre de commande passée par l'AFPE, l'Agence des participations de l'État : « Le groupe Bouygues pourrait vouloir céder

● **18 janvier 2013.** AT Kearney rend son rapport. Sans surprise, la vente à GE, préconisée par le clan Bouygues, est présentée comme la meilleure solution. La remise de l'audit s'est effectuée – sous le sceau du secret –, en présence de quelques fonctionnaires de Bercy, a précisé le représentant d'AT Kearney auprès de la commission d'enquête. Tellement secret que ni Hollande ni Pierre-René Lemas, le secrétaire général de l'Elysée, ne sont au courant de la démarche de Macron (lire ci-contre) !

● **Été 2013.** Début, selon Olivier Marleix, « des contacts exploratoires entre Alstom et GE, via M. Poux-Guillaume, président d'Alstom Grid ».

● **Février 2014.** Au terme de plus de six mois de négociations, les patrons de GE

Un rapport à double fond

C'EST du lard ou du cochon ? Olivier Marleix, président (LR) de la commission d'enquête parlementaire, estime, en préambule de son rapport, que « l'État, en autorisant la vente d'Alstom à General Electric, a failli à préserver les intérêts nationaux » et a sombré dans le « laisser-faire ». Que nenni ! grogne le macroniste Guillaume Kasbarian, rapporteur de la même commission, pour qui « l'offre de GE était la seule crédible (...) et l'action de l'État a permis d'obtenir certaines garanties de la part » du groupe américain. Et quelles garanties ? « Créer 1 000 emplois net en France (...). Investir massivement dans la recherche (...). Développer le site de Belfort (...). Créer une filière de l'éolien », entre autres. Les 1 « trois ans après, il ne reste rien du Meccano demandé et validé par l'État français », ricane Marleix. Et tout ça dans le même rapport, voté à l'unanimité – président et rapporteur compris... Le mot de la fin revient à Kasbarian, qui prédit : « Bien entendu, les débats perdureront après la publication de ce rapport. » Après des conclusions aussi définitives, on se demande bien pourquoi !

et d'Alstom concluent un « accord de principe pour la fusion » de la branche énergie d'Alstom avec GE.

● **24 avril 2014.** Une fuite de l'Agence Bloomberg révèle l'opération. C'est la stupéfaction générale. « Kron (le patron d'Alstom) m'a fait un enfant dans le dos ! » lance le ministre chargé du dossier, Montebourg. Quant à Macron, le 11 mars 2015, il affirme benoîtement, devant la commission des Affaires économiques de l'Assemblée : « Le gouvernement a été mis devant le fait accompli. » L'enfant dans le dos, ce n'était pas Kron mais Mac-kron !

Hervé Martin

Golfec est scruté par le collectif. Drouinaud Emilie © /

Le collectif est désormais capable de mesurer la radioactivité émise par la centrale.

C'est une nouvelle fois la sonnette d'alarme que tirent les opposants au nucléaire lot-et-

garonnais. Rassemblés depuis le 14 octobre 2017 au sein du Réseau citoyen de surveillance de la radioactivité, les organisateurs ont voulu faire sortir du militantisme pur leur combat, pour transformer leur action en un véritable mouvement citoyen. L'objectif : mettre la pression sur les dirigeants en charge de la centrale nucléaire de Golfech, jugée trop dangereuse selon eux.

Achat de détecteurs

Si la pression exercée à la suite de l'incident survenu en octobre 2016 avait tout de même conduit au déplacement des balises de la centrale, qui n'avaient pas signalé la fuite ce jour-là, et à l'inclusion de 31 nouvelles communes dans le plan particulier d'intervention, les militants ont décidé d'enfoncer le clou en créant un réseau citoyen. C'est aujourd'hui d'un « militantisme d'expertise » qu'ils se revendiquent, avec l'aide de formations dispensées par les scientifiques mondialement reconnus de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) et de l'achat de détecteurs de radioactivité. Désormais, neuf releveurs bénévoles sillonnent le Lot-et-Garonne et les départements limitrophes pour fournir à la Criirad des relevés quotidiens du niveau de radioactivité émis par la centrale. Conscient que ce contrôle sert l'intérêt général, les objectifs du Réseau citoyen sont d'augmenter le nombre de bénévoles et d'être reconnu d'utilité publique.

Golfech : voici les 40 communes du Lot-et-Garonne concernées par le périmètre de sécurité

<<https://www.sudouest.fr/2018/03/01/golfech-voici-les-40-communes-du-lot-et-garonne-concernees-par-le-perimetre-de-securite-4242524-3603.php>>

Carte - 31 nouvelles communes rejoignent les neuf autres déjà concernées par le Plan particulier d'intervention.